

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 11/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES FALAISES D'OR**

334 chemin de Féverol  
30380 ST CHRISTOL LES ALES

Références : 2023 - 01.047  
Code AIOT : 0006600549

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2023 dans l'établissement LES FALAISES D'OR implanté Le Bayonnet 30110 LA GRAND COMBE. L'inspection a été annoncée le 28/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée selon la périodicité du plan pluriannuel de contrôle afin de faire un point de la situation d'exploitation de cette carrière, actuellement présentant une activité réduite. Par ailleurs, une récente demande de certificat d'acquisition d'explosifs (CAE) a été déposée pour cette carrière. Il est donc nécessaire d'avoir une vision plus claire des intentions de l'exploitant afin de traiter cette demande.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES FALAISES D'OR
- Le Bayonnet 30110 LA GRAND COMBE
- Code AIOT : 0006600549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 18 novembre 2005 pour une durée de 30 ans. Elle exploite du grès principalement sous la forme de blocs, destinés à la taille. Une usine de sciage,

utilisée par l'ancien exploitant et désormais abandonnée est présente à l'entrée de la carrière. La carrière peut également produire des blocs de granulats et du sable. Néanmoins, l'exploitant actuel qui a repris l'activité en 2017 la destine à la production de pierres de taille exploitées par campagne. La carrière ne produit pas de ressources minérales actuellement mais est utilisée pour les stocks constitués par les anciennes exploitations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise à jour du classement de la carrière (art. 1.5 de l'AP),
- Surveillance environnementale (art. 4 de l'AP),
- Plan d'exploitation, phasages et consignes générales (art. 2.2.2 de l'AP)
- Eau (art. 3 de l'AP)
- Tirs de mines (art. 6.2 et 9.2 de l'AP)
- Mesures de Bruit (art 6.4 de l'AP)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 4.3	/	Lettre de suites préfectorale
3	plan exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 2.2.2.	/	Lettre de suites préfectorale
5	nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 1.5	/	Lettre de suites préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 3.7	/	Sans objet
4	Entrée/sorties	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 2.1.3.	/	Sans objet
6	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 6.2 et 9.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prévoit de relancer une activité de pierres de tailles par campagne d'ici quelques mois. Toutefois, au regard des retards pris sur les phasages prévisionnels de l'autorisation, un porter à connaissance redéfinissant l'avancement d'exploitation de la carrière pour les périodes quinquennales restantes ainsi que pour mettre à jour les dispositifs permettant de prévenir les nuisances et impacts de la carrière doit être présenté avant ce redémarrage. Ce porter à connaissance permettra en outre de préciser le timing de remise en route de cette activité et de définir précisément la remise en état finale de l'activité.

Par ailleurs, l'exploitant est invité à mettre à jour ses connaissances dans le domaine des explosifs avec une personne ressource possédant le CPT pour pouvoir disposer des compétences nécessaires à l'utilisation de cette activité.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La qualité de l'air sera mesurée en amont et en aval des installations. Les points de mesure comporteront au minimum une station de prélèvement en amont et une station de prélèvement en aval suivant l'implantation prévues par le plan ci après (annexe 9). Les campagnes de mesures seront effectuées de façon à pouvoir évaluer une qualité moyenne annuelle de l'air. Chaque campagne aura une durée minimale de deux semaines consécutives avec le même support et devra être corrélée avec les autres situations particulières susceptibles d'altérer la représentativité des mesures (travaux agricoles à proximité pouvant soulever des poussières, circulation automobile particulière, ...) avec les paramètres météorologiques (vent – pluie) et avec les conditions de marche de installations (rythme, créneaux horaires). Ces campagnes de périodicité annuelle devront porter alternativement sur une période réputée sèche et sur une période réputée humide (juillet et novembre). Les paramètres mesurés sont : - PM10, - poussières alvéolaires leur taux de silice cristalline et le dosage des formes de la silice (quartz, cristobalite et tridymite) ; En suspension dans l'aire
<b>Constats :</b> En vue d'une reprise d'activité, un devis de mise en place de la surveillance environnementale portant sur les émissions de poussières a été présenté. Pour l'heure, le site n'est pas équipé d'une telle surveillance. Elle doit donc être mise en place à l'occasion du redémarrage de l'activité annoncée par l'exploitant. L'exploitant indique qu'il va réaliser la surveillance environnementale sur les paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral, incluant les PM10.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limitation des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'une traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :  Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 ;  La température doit être inférieure à 30°C,  Les matières en suspension (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90105)  Les demande chimique en Oxygène sur effluent non décanté (DCO) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ;  Les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).  La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/Pt/l.</p> <p><b>Constats :</b> La carrière recueille dans un bassin de récupération, l'ensemble des écoulements des eaux pluviales. Ce bassin situé en partie basse de la carrière, au niveau de l'entrée est équipé de canalisations permettant la récupération de ces eaux en vue de réaliser les opérations d'arrosage des pistes.  Par ailleurs, il n'existe pas de point de rejet vers l'extérieur identifié. Néanmoins, un principe de surverse reste possible en cas de remplissage trop important du bassin. Ainsi, l'exploitant indique qu'il va mettre en place une mesure de la qualité de ces eaux afin de vérifier la conformité avec les dispositions indiquées dans son arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : plan exploitation de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés :  - les limites du périmètre sur lequel pote le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,  - les bords de la fouille,  - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,  - les zones remises en état,  - la position des ouvrages à protéger et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.  Ce plan est mis à jour annuellement</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son dernier plan d'exploitation de la carrière réalisé en janvier 2022. Ce plan nécessite notamment une mise à jour afin de limiter conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral les limites précises du périmètre d'autorisation. En effet, ce plan inclut l'ancienne zone équipée d'une scierie de matériaux. Cette usine est cependant située en dehors du périmètre de l'autorisation indiqué dans l'arrêté.  Une mise à jour du plan sera également rendue nécessaire une fois que la partie haute de l'exploitation sera mise en route.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Entrée/sorties

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 2.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des entrées/sorties
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour le transport des produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, le chargement devra recevoir un arrosage adéquat avant sa sortie de la carrière, sauf si le véhicule est bache.
<b>Constats :</b> L'activité de la carrière n'est pas en fonctionnement et devrait être redémarrée par une activité par campagne en fonction des besoins de matériaux. La carrière devrait principalement réaliser une production de blocs destinés à la pierre de taille. Les blocs seront ensuite acheminés vers une usine de façonnage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement du site selon les rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques: 2510-1 : régime A 2515-1 : Puissance 240 kW : régime A 2517a: volume 80 000 m3 : régime A
<b>Constats :</b> L'entrée en application du décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifie les rubriques 2515 et 2517 qui relèvent désormais d'un régime d'enregistrement. Par ailleurs, aucune installation de traitement relevant de la rubrique 2515 n'est présente le jour de la visite sur la carrière. L'exploitant indique qu'il va implanter une nouvelle installation de traitement pour la reprise de son activité. Il convient dès lors de confirmer la valeur de la puissance de cette nouvelle installation. De façon analogue, la modification du classement de la rubrique 2517 implique de redéfinir les surfaces dédiées aux opérations de tri-transit-regroupement pour l'activité de la carrière en remplacement des volumes utilisés pour le classement de l'ancienne rubrique 2517.  De ce fait, l'exploitant adresse au sous-préfet d'Alès un porter à connaissance qui actualise le classement des rubriques modifiées. Ce porter à connaissance indiquera si nécessaire les évolutions des phasages suite à l'arrêt temporaire de l'activité de la carrière. Ces nouveaux phasages seront réalisés en présentant les zones nouvelles concernées par l'exploitation. La mise à jour du calcul des garanties financières sera également réalisée en corrélation avec ces changements. Enfin, un plan de remise en état final compte tenu des opérations de remise en état final indiquées par l'exploitant, notamment pour utiliser les terres de décapage de l'extension pour remettre en état la zone de l'ancienne exploitation, devra être présenté. Le porter à connaissance précisera le timing de la reprise d'activité ainsi que l'emplacement des dispositifs de mesure et de surveillance nécessaires à la prévention des impacts et nuisances de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Tirs de mine**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2005, article 6.2 et 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, utilisation explosif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6.2:  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction. [..]  - un enregistreur de vibration sera placé sur le réservoir d'eau voisin.[..]  - un second enregistreur de vibration sera placé sur un seuil de porte d'un bâtiment voisin.[..]</p> <p>Article 9.2:  [..] L'exploitant doit définir un plan de tir.[..]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a déposé une demande de CAE (certificat d'acquisition d'explosifs) qu'il indique être destiné à réaliser un tir de décapage pouvant être nécessaire en vue de la réalisation de la piste d'accès vers la future zone d'exploitation en partie haute laquelle devra faire l'objet d'une mise à jour du phasage d'exploitation. Selon ses indications, le recours à un tir de mine pourrait être évité si ces travaux d'accès sont facilement réalisables ou possiblement effectués sans recours à l'explosif.</p> <p>Il est rappelé que l'ensemble des règles de sécurité et d'application en cas de tirs de mines doivent être mises en place et respectés sur la carrière. Notamment, l'exploitant doit être en capacité de justifier de sa connaissance et compétence de cette activité, par un collaborateur possédant le CPT.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet